



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Services Techniques et du Patrimoine

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de travaux

ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE MENUISERIE ET DE PLATRERIE POUR LES CENTRES HOSPITALIERS DE CHINON ET LOCHES

CCAP	Procédure n° 2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 1/27
------	--	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	5
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	6
ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	7
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE	7
ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHE	7
3.1. Type de marché	7
3.2 Procédure de passation	7
3.3 Forme du marché	7
3.4 Montant maximum du marché	7
3.5 Classification CPV	7
3.6. Décomposition en lots	7
3.8. Conduite d'opération	7
3.9. Maitrise d'œuvre	8
3.10. Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier	8
3.11. Contrôle technique	8
3.12. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	8
3.13 Coordination pour le système de sécurité incendie	8
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	8
4.1. Période initiale et reconduction	8
4.2 Délai d'exécution	9
4.2.1. Délai d'exécution des travaux	9
4.2.2. Prolongation du (des) délai (s) d'exécution	9
4.2.3. Primes d'avance	9
4.2.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	9
4.2.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	9
ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES	9
5.1. Pièces particulières	9
5.2. Pièces générales	10
5.3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	10
IV. PRIX ET REGLEMENTS	10
ARTICLE 6. FORME DES PRIX	10

CCAP	Procédure n° 2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 2/27
------	--	-----------

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX	11
ARTICLE 8. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	11
8.1. Modalités de variation	11
8.2. Mois d'établissement des prix du marché	12
8.3. Choix de l'indice de référence	12
8.4. Modalités de révision de prix	12
ARTICLE 9. AVANCES	12
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 11. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE	12
ARTICLE 12. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	13
ARTICLE 13. DELAI DE PAIEMENT	14
13.1 Délai global de paiement	14
13.2 Paiement du solde	14
13.3 Intérêts moratoires	14
13.4 Travaux modificatifs	15
13.5 Augmentation ou diminution de la masse des travaux	15
13.6 Paiements des co-traitants et des sous-traitants	15
ARTICLE 14. TITULAIRE ETRANGER	16
ARTICLE 15. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	16
V. EXECUTION	16
ARTICLE 16. ORDRES DE SERVICES	16
ARTICLE 17. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	17
17.1. Provenances des matériaux et produits	17
17.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	17
ARTICLE 18. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	17
ARTICLE 19. RESPONSABILITES	18
ARTICLE 20. IMPLANTATION DES OUVRAGES	18
ARTICLE 21. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	18
21.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	18
21.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	18
21.3. Proportion d'ouvriers étrangers	19
21.4. Proportion d'ouvriers d'aptitudes physiques restreintes	19
21.5. Actions d'insertion	19
21.6. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	19
21.7. Condition d'exécution des chantiers	19

ARTICLE 22.CONSTATATION DE L'EXECUTION	19
22.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	19
22.2. Réception	20
22.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :	20
22.4. Documents fournis après exécution	20
22.5. Garantie	21
ARTICLE 23.EXECUTION COMPLEMENTAIRE	21
ARTICLE 24.SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 25.OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	22
ARTICLE 26.ASSURANCE	23
ARTICLE 27.DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	24
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	24
ARTICLE 28.PENALITES	24
28.1. Pénalité pour retard d'exécution constaté sur l'avancement du calendrier d'exécution	24
28.2. Pénalité pour effectif insuffisant	24
28.3. Pénalité pour retard dans le nettoyage (chantier et voies de circulations) pendant l'exécution	25
28.4. Pénalité pour non repliement des installations de chantier et absence de remise en état des lieux	25
28.5. Pénalité pour retard dans la levée des réserves :	25
ARTICLE 29.RESILIATION DU MARCHE	25
29.1. Motifs de résiliation	25
29.2. Indemnité de résiliation	25
ARTICLE 30.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26
ARTICLE 31.DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	26
VII. DEROGATIONS AU CCAG	26

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisse.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement)

CCAP	Procédure n° 2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 5/27
------	--	-----------

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Article 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours
Adresse : 37044 TOURS Cedex 9
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Maîtrise d'ouvrage et Maîtrise d'œuvre : **CH CHINON**
Direction des Travaux Ressources Techniques et Matérielles
37502 CHINON cedex

Référent technique du dossier : Loïc Le Tarnec
Téléphone : 02 47 93 78 16
Courrier électronique : l.letarnec@ch-chinon.fr

Référent administratif du dossier : Elodie Hutteau
Téléphone : 02.47.93.76.50
Courrier électronique : e.hutteau@ch-hinon.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

Article 2. OBJET DU MARCHÉ

ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE MENUISERIE ET DE PLATRERIE.

Il s'agit de la réalisation de travaux d'entretien, programmés ou urgents, notamment en plâtrerie, menuiserie intérieure ou extérieure, vitrerie et volets roulants, pour les différents sites du CH du Chinonais et du CH de Loches.

Article 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input checked="" type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input checked="" type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire.

3.4 Montant maximum du marché

3 000 000 € HT

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les codes 45421000-4 ; 45410000-4

3.6. Décomposition en lots

Il y a marché unique. L'entrepreneur principal est personnellement responsable de la totalité de la prestation et assure, à ce titre, les tâches de coordination.

3.8. Conduite d'opération

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 7/27
---------------	------------------------------------	-----------

La conduite d'opération n'est pas confiée à un intervenant extérieur.

3.9. Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre n'est pas confiée à un intervenant extérieur.

3.10. Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier

Sans objet

3.11. Contrôle technique

Sans objet

3.12. Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Aucune coordination en matière de sécurité et de protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, conformément à la réglementation en vigueur, le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède avec le concours de l'entrepreneur à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

3.13 Coordination pour le système de sécurité incendie

Sans objet

Article 4. DUREE DU MARCHE

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter de la date de notification

La durée initiale du marché est de 24 mois

Le(s) marché(s) pourra (pourront) être reconduit(s) tacitement 1 fois pour une durée de 24 mois

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du (des) marché(s) une décision de non reconduction.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 8/27
---------------	------------------------------------	-----------

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2 Délai d'exécution

4.2.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé à chaque bon de commande et commence à courir à la date d'envoi de celui-ci

4.2.2. Prolongation du (des) délai (s) d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. travaux), le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ne fixe pas le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

4.2.3. Primes d'avance

Il n'est pas prévu de prime d'avance en cas d'avance dans l'achèvement des travaux.

4.2.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément à l'article 18.1.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés sont compris dans le délai d'exécution.

4.2.5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Il est fait application des stipulations de l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux).

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre les documents à fournir après exécution visés à l'article 40 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.) au plus tard au prononcé de la réception.

Article 5. PIECES CONTRACTUELLES

5.1. Pièces particulières

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont le bordereau de prix unitaires

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 9/27
---------------	------------------------------------	-----------

- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- l'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

5.2. Pièces générales

Pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé dans le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), l'entrepreneur sera soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini ci-après :

Le marché est régi par les documents contractuels suivants :

- cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) ;
- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) ;
- documents techniques unifiés (D.T.U.) et cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.).

L'entrepreneur s'engage à respecter intégralement les termes du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) assorti des plans. Par conséquent, les clauses qui s'appliquent sont celles des pièces énumérées ci-dessus distribuées initialement au candidat, détenues en original dans ses archives par le maître d'ouvrage.

5.3. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié par voie d'avenant ou d'acte spécial.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

Article 6. FORME DES PRIX

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAY-138	Page 10/27
---------------	------------------------------------	------------

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Article 7. CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont réputés comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, la marge du mandataire, du titulaire ou du co-traitant, pour défaillance éventuelle des sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations ci-dessus.

Les prix du marché sont réputés comprendre les dépenses de chantier visées ci-après.

Les prix du marché sont réputés comprendre les dépenses visées à l'article 9.1-du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux), sauf stipulation différente du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

Les prix comprennent les frais d'exécution des trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

7.1. Travaux en régie

Il n'est pas prévu de travaux en régie.

7.2. Dépenses de chantier

Les dépenses citées ci-après sont à la charge de l'entrepreneur :

- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés;
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et salis, détériorés ou détournés.

Article 8. MODALITES DE VARIATION DES PRIX

8.1. Modalités de variation

Les prix sont **révisables** suivant les modalités fixées ci-après.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 11/27
---------------	------------------------------------	------------

8.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025 (*mois de remise des offres*) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

8.3. Choix de l'indice de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est l'index national ci-après : BT 26 (pour les prestations de menuiserie) et BT 08 (pour les prestations de plâtrerie).

Les index sont publiés par l'INSEE

En cas de disparition de l'indice avant l'expiration de l'accord-cadre, et si un nouvel indice est publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation de prix se trouvera de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuera en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, les parties conviendront de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.

8.4. Modalités de révision de prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul :
- de l'acompte du mois n d'exécution des prestations ;

$$C_n = 0.15 + 0.85 [Z_1(I_n/I_0) + Z_n(I'_n/I'_0)]$$

- dans laquelle I₀, I'₀ et I_n, I'_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement au mois zéro et au mois n, Z₁, Z_n étant le pourcentage (%) par rapport à la partie variable.

Le coefficient sera arrondi à trois décimales et au millième supérieur.

Article 9. AVANCES

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Article 10. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

Article 11. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Il ne sera versé aucun acompte. Chaque bon de commande donnera lieu à un règlement sur facture à la réception des travaux.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 12/27
---------------	------------------------------------	------------

Article 12. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux.

La facturation se fait à l'issue de chaque réalisation par bon de commande.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CH DE CHINON sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 703 910 00178
- CODE SERVICE (obligatoire) : 03
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : numéro de bon de commande

Il conviendra de demander les éléments de CHORUS PRO pour le CH de Loches le cas échéant.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 13/27
---------------	------------------------------------	------------

13.1 Délai global de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Le paiement de l'acompte s'effectuera par virement dans un délai maximum de cinquante jours au plus tard après la date à laquelle le projet de décompte est remis par l'entrepreneur au maître d'œuvre, ou si celle-ci lui est postérieure, la date d'exécution de la prestation.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires. Cette suspension fait l'objet d'une notification à l'entrepreneur par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables à l'entrepreneur, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par l'entrepreneur de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de versement d'une avance, le délai global de paiement de celle-ci court à partir de la notification de l'ordre de service qui emporte commencement d'exécution du marché ou de la tranche affermée.

Il sera fait application du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 pour la suspension du délai par le comptable dans le cas particulier d'une cession ou d'un nantissement incomplet.

13.2 Paiement du solde

Sans objet

13.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 14/27
---------------	------------------------------------	------------

au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires d'un montant inférieur à cinq euros ne sont pas mandatés.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

13.4 Travaux modificatifs

Il est fait application des stipulations de l'article 14 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux) complétées par les stipulations ci-après.

Pour les travaux ou ouvrages identiques, analogues ou de nature comparable à ceux prévus au bordereau de prix, formant décomposition du prix global forfaitaire : les prix d'unité contenus dans les décompositions sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

Pour les travaux ou ouvrages de nature différente de ceux prévus au bordereau de prix, formant décomposition du prix global forfaitaire : les prix nouveaux sont débattus et convenus entre les parties.

13.5 Augmentation ou diminution de la masse des travaux

En application aux articles 14.3 et 15.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G. Travaux), la limite fixée à ces articles pour les marchés à prix forfaitaires est fixée à 5% de la masse initiale.

13.6 Paiements des co-traitants et des sous-traitants

13.6.1. Entreprises co-traitantes d'un groupement

Les entreprises co-traitantes d'un éventuel groupement solidaire sont tenues d'ouvrir un compte commun au groupement, sous la responsabilité du mandataire qui aura à charge de répartir les sommes dues à chacun des co-contractants.

13.6.2. Modalités de paiement direct aux sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 15/27
---------------	------------------------------------	------------

concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. ou en autoliquidation

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A. ou en autoliquidation

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Article 14. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

Article 16. ORDRES DE SERVICES

Il ne sera pas délivré d'ordre de service. L'envoi du bon de commande vaut ordre d'exécution des travaux

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 16/27
---------------	------------------------------------	------------

Article 17. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

17.1. Provenances des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces

17.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux) et du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par des prix débattus et convenus entre les parties ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage.

Article 18. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Il est fait application des stipulations de l'article 3.9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.), complétées par les stipulations ci-après.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

La personne physique qui représente éventuellement l'entrepreneur au rendez-vous de chantier doit être suffisamment qualifiée pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAY-138	Page 17/27
---------------	------------------------------------	------------

En cas d'absence non justifiée au rendez-vous de chantier, une pénalité définie à l'article 22.3 du présent CCAP pourra être appliquée à l'entrepreneur.

En cas de retard non justifié d'une durée supérieure à vingt minutes au rendez-vous de chantier, une pénalité définie à l'article 22.3 du présent CCAP pourra être appliquée à l'entrepreneur.

Article 19. RESPONSABILITES

L'entrepreneur demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 20. IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur a la charge, et supporte les frais correspondants de l'implantation des ouvrages à exécuter dans le cadre de son marché.

Article 21. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

21.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il n'est pas fixé de période de préparation.

Selon les travaux demandés par bon de commande, conformément à l'article 28.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.), l'entrepreneur devra établir et présenter au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution des travaux, accompagné

- du projet des installations de chantier ;
- des ouvrages provisoires ;
- du plan de prévention au sens des articles R237-7 et suivants du code du travail ;
- ainsi que toutes les pièces demandées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;

21.2. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 18/27
---------------	------------------------------------	------------

Des stipulations complémentaires relatives aux plans d'exécution figurent au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), notamment le nombre des documents concernés à fournir.

21.3. Proportion d'ouvriers étrangers

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier ne doit pas dépasser celle admise par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

21.4. Proportion d'ouvriers d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10% (dix pour cent).

21.5. Actions d'insertion

Sans objet

21.6. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

L'entrepreneur doit respecter la réglementation en vigueur et les stipulations de l'article 31 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux).

21.7. Condition d'exécution des chantiers

Il est exposé au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) le contexte particulier du chantier.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires pendant les travaux en vue de la prévention de l'Aspergillose Invasive Nosocomiale.

L'entrepreneur devra respecter les mesures préventives fixées par le C.L.I.N. (Comité de lutte contre les infections Nosocomiales), fonctions du risque aspergillaire.

Article 22. CONSTATATION DE L'EXECUTION

22.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 19/27
---------------	------------------------------------	------------

22.1.1. Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) ou du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) seront assurés si nécessaire par un bureau de contrôle technique agréé, choisi par le maître d'ouvrage.

Les dispositions de l'article 24.4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais et contrôles.

22.1.2. Essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par des prix débattus et convenus entre les parties ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

22.2. Réception

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Concernant la réception, les stipulations du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) s'appliquent.

Il y aura une réception par bon de commande.

22.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages :

Sans objet

22.4. Documents fournis après exécution

Les documents à fournir après exécution figurent au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAY-138	Page 20/27
---------------	------------------------------------	------------

22.5. Garantie

25.5.1. Délais de garantie

Les garanties contractuelles sont définies à l'article 44 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux).

Le délai de garantie peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) par décision du maître d'ouvrage jusqu'à exécution complète des travaux et prestations relatives à chaque marché.

25.5.2. Garanties particulières

Sans objet

Article 23. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

Article 24. SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur peut présenter son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, en cours d'exécution du marché.

En complément des dispositions de l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) en vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur fait parvenir par lettre recommandée avec avis de réception au maître d'ouvrage la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les conditions de paiement et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 21/27
---------------	------------------------------------	------------

Cette demande d'agrément accompagnée des pièces citées ci-dessus doivent parvenir au maître d'ouvrage dans un délai d'au moins 21 (vingt et un) jours précédents le démarrage de son intervention.

L'entrepreneur établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial (DC4) signé par les deux parties.

Les modalités de paiement direct aux sous-traitants sont précisées ci-après.

Les sous-traitants de second rang n'est autorisé que dans le respect des conditions prévues à l'article 3.6.2 du CCAG Travaux.

Les sous-traitants de troisième rang et suivants ne sont pas souhaités.

Article 25. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

25.1. Changements affectant l'entrepreneur

En complément de l'article 3.4.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), il est précisé que l'entrepreneur s'engage à informer le maître d'ouvrage de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- le capital social de l'entreprise ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire ;

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle remise de projet de décompte.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 22/27
---------------	------------------------------------	------------

Le paiement des acomptes sera suspendu tant que le maître d'ouvrage ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

25.2. Protection de la main d'œuvre

L'entrepreneur se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

Article 26. ASSURANCE

26.1. Police responsabilité civile

L'entrepreneur doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommage causés pendant la construction ou après réception des travaux par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Par dérogation à l'article 8.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), l'entrepreneur doit justifier de l'étendue des garanties souscrites.

Cette garantie est d'au moins :

- 1 500 000 (un million cinq cent mille) euros par sinistre pour les dommages matériels, du même montant minimum pour les dommages immatériels consécutifs ou non ;
- et de 9 000 000 (neuf millions) euros par sinistre pour les dommages corporels.

L'entrepreneur s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le maître d'ouvrage en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

26.2. Garantie décennale des ouvrages de bâtiment

L'entrepreneur doit contracter une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction et au titre de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables du bâtiment résultant des principes de l'article 1792.3 du code civil.

26.3. Garantie des dommages aux biens de l'entrepreneur et à ses ouvrages

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 23/27
---------------	------------------------------------	------------

L'entrepreneur est tenu de souscrire à ses frais toute assurance nécessaire pour garantir les vols, dégradations, pertes, destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, stockés sur le chantier et déjà mis en œuvre, engins de chantier et installation de tout ordre qui lui sont nécessaires pour la réalisation du marché.

26.4. Polices spécifiques

La garantie devra couvrir notamment tous dommages « atteinte à l'environnement » et tous dommages (corporels, matériels, immatériels) directement ou indirectement dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante

Article 27. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

Article 28. PENALITES

Les stipulations des articles 19.1 et 19.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux) sont seules applicables.

28.1. Pénalité pour retard d'exécution constaté sur l'avancement du calendrier d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, pour chaque opération de travaux (bon de commande) l'entrepreneur subira, par jour de retard, du seul fait du constat du retard, une pénalité de 100 euros par jour calendaire.

28.2. Pénalité pour effectif insuffisant

Si en cours de chantier, l'effectif s'avérait insuffisant, l'entrepreneur s'étant engagé à maintenir sur le chantier le personnel nécessaire à la bonne exécution des travaux, il sera

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 24/27
---------------	------------------------------------	------------

appliqué une pénalité de 100 euros par jour ouvrable et ce jusqu'au jour où le nombre d'ouvrier sera redevenu satisfaisant sur le chantier.

28.3. Pénalité pour retard dans le nettoyage (chantier et voies de circulations) pendant l'exécution

En cas de non respect des prescriptions du CCAP, PGC ou du CCTP concernant le nettoyage des locaux et du chantier, des voies privées et publiques et des voies d'accès du chantier, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour calendaire de défaut de nettoyage.

28.4. Pénalité pour non repliement des installations de chantier et absence de remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont inclus dans le délai d'exécution comme il est dit à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux.

En cas de non remise en état des lieux par l'entrepreneur, et après mise en demeure sans effet, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité forfaitaire de 50 euros

28.5. Pénalité pour retard dans la levée des réserves :

En cas de non-respect du délai de levée des réserves notifiée sur le Procès-Verbal de réception de travaux par le Maître d'Ouvrage, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable de 15 jours laissée sans effet, l'exécution des travaux défectueux et/ou non achevés par une tierce entreprise mandatée par le maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

Tout retard dans la levée des réserves par l'entrepreneur entraînera par jour calendaire l'application immédiate d'une pénalité équivalente au seul fait de constat du retard une pénalité de 1/2000 du montant de l'ensemble du marché, avec un minimum de 100 euros sauf si ce retard est dû à un cas de force majeure et s'arrêter le jour de la date d'effet de la mise en demeure.

Article 29. RESILIATION DU MARCHÉ

29.1. Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 49 et 50 du CCAG-Travaux

29.2. Indemnité de résiliation

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAY-138	Page 25/27
---------------	------------------------------------	------------

Article 30. L'ACCORD-CADRE ETANT PASSE SANS MINIMUM, LA RESILIATION NE DONNE PAS DROIT A INDEMNISATION POUR LE TITULAIRE. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le CHRU de Tours pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 31. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon commande à la date d'envoi
Article 28	Article 14	Pénalités
Article 29	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 29.2.	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 30	Article 45	Exécution aux frais et risques

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138	Page 26/27
---------------	------------------------------------	------------

